

Olivier Chastel

«On va encore donner une image désastreuse de la Wallonie»

Le président du MR regrette que la Région qui a le plus besoin de se redresser fasse fuir les investisseurs avec des actions sociales très dures. Il refuse la surenchère communautaire avec le cdH.

INTERVIEW MARTIN BUXANT

A lors que les cdH Benoît Lutgen et Joëlle Milquet ont plaidé pour qu'un front francophone puisse à nouveau voir le jour afin, disent-ils, que Wallons et Bruxellois ne se fassent pas démolir par les partis flamands auxquels le MR n'a pas la capacité de résister, le nouveau président des libéraux francophones, Olivier Chastel, analyse la situation.

Alors, vous allez former un front francophone, comme vous le demandent vos collègues du cdH?

Je ne vois pas la raison de former un front francophone, dans la mesure où je suis quelqu'un de dialogue, c'est ma nature. Donc, je parle et je parlerai avec l'ensemble des présidents des partis francophones, mais aussi flamands. Et dans ce genre de discussions, je veux mettre l'accent sur tout ce qui pourra contribuer à faire redémarrer l'économie. Je le dis très clairement: je ne ferai en aucun cas de la provocation communautaire. Le gouvernement fédéral a pris soin d'exclure tout sujet institutionnel pour cette législature, ça n'est certainement pas pour venir additionner de l'extérieur toute une série de thématiques à relents communautaire, comme le veut le cdH. D'autant que pour évoquer l'articulation entre le fédéral et les entités fédérées, il existe déjà un organe: le comité de concertation. Et que chaque région pourra y faire valoir son point de vue.

C'est une fin de non-recevoir, ça!

Je ne ferme pas la porte au dialogue. Je suis toujours ouvert à une bonne discussion, mais pas de communautaire... Je ne rentre pas dans une logique de front francophone: ça n'a pas de sens! Il n'y a pas d'institutionnel dans l'accord de gouvernement. Je ne veux pas ouvrir, au travers de quelle que réunion que ce soit, de nou-

velles thématiques communautaires. Je ne participerai pas à ces provocations communautaires.

Joëlle Milquet explique que le MR est ultra-minorité au fédéral et ne pourra pas résister aux assauts des partis flamands.

C'est vraiment la fable du pompier pyromane. On a proposé au cdH de participer au gouvernement fédéral, ils ont rejeté cela d'un revers de la main et, aujourd'hui, ils se déguisent en pompiers après avoir joué les pyromanes. Ils pouvaient montrer qu'ils avaient le sens des responsabilités, ils ne l'ont pas fait. Il faudra quand même qu'à un moment, ils arrêtent d'inverser le cours de l'histoire: nous, le MR, avons pris nos responsabilités. Nous avons été fermes pendant toute la négociation pour écarter l'institutionnel, et nous représenterons les intérêts des francophones sur le plan fédéral et dans ce gouvernement.

Mais vous n'avez pas de compétences très importantes dans ce gouvernement...

Allez, allez, Joëlle Milquet qui a été membre du gouvernement fédéral pendant des années, sait exactement comment fonctionne un gouvernement. Tout le monde se mêle de tout et aucune décision importante n'est prise par un ministre seul. Beaucoup de sujets sont discutés en kern et en gouvernement. En outre, l'accord de gouvernement est très précis et on a toutes nos assurances. Alors, venir essayer d'instiller le doute chez les gens, c'est sans aucun fondement.

Le MR ne va pas se faire mettre en boîte constamment, sans avoir vu venir les mauvais coups?

Évidemment. Et je ne tomberai pas dans le panneau de la surenchère communautaire du cdH. Je ne me laisserai pas embarquer dans un jeu qui n'a comme seule portée que de faire exploser les tensions communautaires. C'est le monde à l'envers: c'est ceux qui prétendent tenir à la Belgique qui excitent le plus, aujourd'hui, les tensions entre com-

munautés linguistiques.

Mais qui excite le plus les troupes dans l'opposition: le PS ou le cdH?

Chacun a sa petite technique. Après l'agressivité, l'outrance et la caricature faite par le Parti socialiste, le cdH est bien obligé de trouver un petit créneau et tente d'exister dans le débat...

Jeudi, c'est la première grande manifestation contre votre gouvernement et le MR en sera une des têtes de

turc. Est-ce que cela vous agace?

Je dis et je redis que le MR a pris ses responsabilités. On se consacre nuit et jour au développement économique et au progrès social. Je pense qu'avant de faire une manifestation de cette ampleur, on aurait bien fait d'entendre les discussions sur notre projet. Là, on juge par avance en faisant une manifestation...

Donc, les manifestants sont à côté de la plaque, c'est cela?

Si on veut mener une concertation sociale digne de ce nom, il s'agit de ne pas commencer par des manifestations, des débordements et des excès comme on a pu en voir avec la mise à sac du siège du MR!

Qu'est-ce que vous redoutez le plus avec cette grogne sociale qui monte, essentiellement chez les francophones?

C'est très simple: je constate que la paralysie va évidemment avoir un impact économique. Mais en terme d'image également, il va y avoir des conséquences malheureuses. Regardez: c'est la Wallonie et la partie francophone du pays qui sont touchées par des grèves spontanées, émotionnelles, etc. Et pas du tout la Flandre. Donc, c'est la région du pays qui a le plus besoin de se redresser qui va être le plus pénalisée. Ces actions de grève sauvage, non concertées, donnent de la Wallonie une image qui n'est certainement pas de nature à rassurer les investisseurs éventuels...